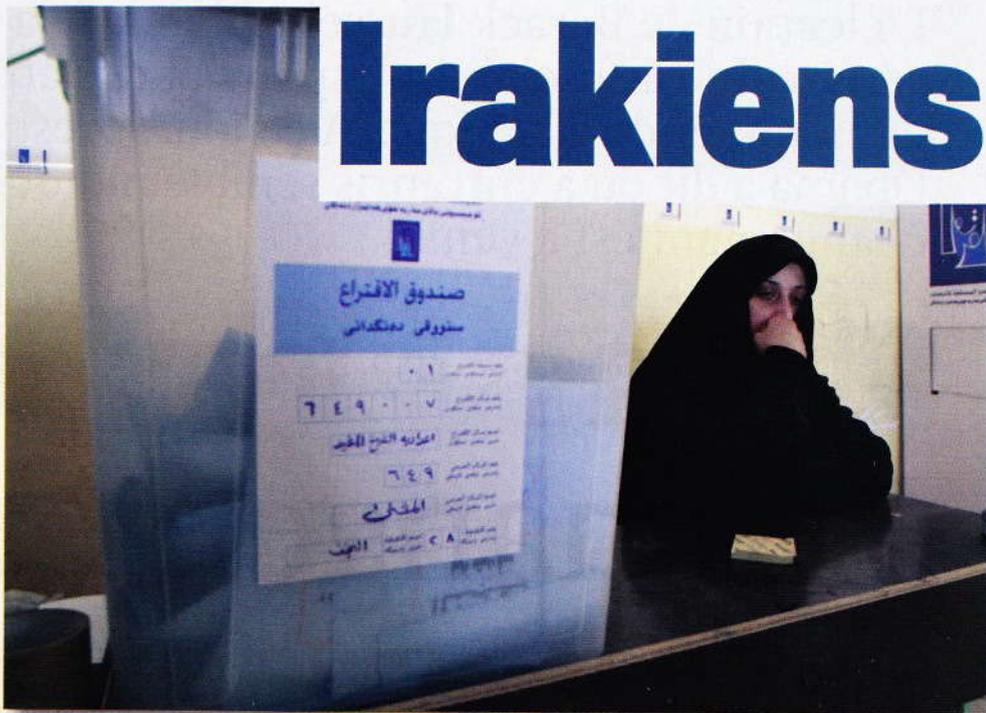


Le vote «test» des

Elections.

Samedi 31 janvier, les Irakiens étaient appelés aux urnes pour élire leurs Conseils provinciaux. L'élection est perçue comme un test de stabilité pour cette jeune démocratie. Verdict.



AFP

Irakiens

Malgré une faible expérience démocratique, les Irakiens ont surpris par leur maturité politique.

Les services de sécurité et l'armée étaient en état d'alerte. Au total, pas moins d'un million d'hommes étaient mobilisés : des mesures indispensables pour assurer le bon déroulement des élections provinciales en Irak. Si la situation dans le pays s'est globalement améliorée, la prudence n'en reste pas moins de mise. Après les élections mouvementées de 2005, marquées notamment par le boycott de la minorité sunnite, ce scrutin apparaissait comme un test de stabilité pour le pays et pour le Premier ministre en exercice Nouri al-Maliki.

Sa liste, «Coalition pour l'Etat de droit», était donnée favorite. Nouri al-Maliki s'est félicité le 2 février de «cette grande victoire pour le peuple irakien», d'autant plus satisfait que sa liste a fait un score étonnant, arrivant, selon les premiers résultats, en tête des suffrages aussi bien à Bagdad que dans 6 des 9 régions à forte majorité chiite du pays. Pourtant, le parti d'origine de al-Maliki, Da'awa, ne contrôlait jusque-là que Kerbala. Considérée comme laïque, libérale, et comprenant notamment des communistes et des membres de l'ancien parti socialiste arabe, cette liste a surtout fait campagne sur un «anti-sectarisme» militant.

Arabe, musulman, chiite, militant du parti Da'awa, membre de la tribu Albou Ali : selon le chercheur franco-irakien Hosham Daoud, auteur d'une étude intitulée *Nouri al-Maliki, ou la probable naissance d'un homme d'Etat irakien*, c'est dans cet ordre que veut apparaître le Pre-

mier ministre. Allié en 2006 aux islamistes de Moqtada Sadr, le prêcheur chiite radical, il n'hésite pas, en avril 2008, à lancer les forces de l'ordre contre l'Armée du Mahdi, la milice sadriste. La minorité sunnite, qui le prenait pour un chiite sectaire, applaudit. Le tournant dans sa popularité est alors amorcé. Après des années de souffrance et d'humiliation, il réveille un sentiment national. Plus récemment, il s'est opposé avec vigueur aux ambitions territoriales kurdes, ses alliés politiques au Parlement. Vis-à-vis du voisin iranien, tout comme avec ses protecteurs américains, il adopte une posture à la fois bienveillante et distanciée. Pour Abdel Razaq, un de ses amis politiques, «Maliki est d'abord un irakiste».

Retour en force des sunnites

Avec ces élections, l'Irak semble avoir franchi une étape importante pour la consolidation d'une démocratie encore très fragile. Le taux de participation, de 51 %, est assez encourageant. Autre élément essentiel : le retour de la communauté sunnite dans le jeu politique, sans lequel la perspective d'un avenir paisi-

ble pour l'ensemble du peuple irakien aurait été fortement compromise. A cet égard, l'émissaire spécial en Irak du Secrétaire général de l'ONU Staffan de Mistura s'est rendu symboliquement dans un bureau de vote de la province d'al-Anbar où, en raison du boycottage sunnite, la participation n'avait été que de 2% en 2005.

Par ailleurs, la popularité des partis religieux islamiques a sensiblement baissé tandis que les politiques non confessionnels, voire laïcs, sont montés en puissance. Enfin, et malgré la grande discrétion des forces américaines durant le scrutin, les élections se sont déroulées sans incidents violents, à quelques rares exceptions près. Le lendemain, le président américain Barack Obama a de fait déclaré que le bon déroulement du scrutin prouvait que les autorités irakiennes étaient aptes à prendre leur avenir en main. Finalement, et en dépit d'une bien faible expérience démocratique, les Irakiens ont surpris par leur maturité politique, renforçant ainsi la normalisation en cours dans le pays depuis fin 2007.

AMINA BOUBIA